

ÉDITORIAL / MONDE

Mme Copps défend « les identités nationales »

La ministre plaide pour la diversité culturelle à la rencontre internationale d'Ottawa

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

L'absence du Québec à l'ouverture de la Rencontre internationale sur la politique culturelle a contribué, hier, dans la capitale fédérale à donner à cet événement, parrainé par Ottawa, un ton polémique.

Sheila Copps, la ministre du Patrimoine canadien, a pris la parole à deux reprises pour affirmer la nécessité de préserver « les identités nationales » et la richesse des diverses cultures de la planète alors qu'elle a refusé à la ministre de la Culture du Québec, Louise Beaudoin, une présence à la rencontre avec statut de « gouvernement participant ». Tout au plus, Mme Beaudoin aurait pu faire partie de la délégation canadienne sans pour autant avoir droit de prendre la parole, ce que Québec a jugé inacceptable.



Sheila Copps

Le Bloc québécois a renchéri hier en accusant Mme Copps, dans un communiqué, de nier la culture québécoise. Suzanne Tremblay, la députée de Rimouski-Métis, a notamment reproché à la ministre fédérale « de tenir deux discours ». « Mme Copps vante les vertus et l'importance d'un partenariat à l'échelle internationale pour proté-

ger la diversité culturelle, a dit Mme Tremblay. Pourtant, elle est l'une de celles qui nient la culture québécoise, l'une des composantes majeures de la diversité culturelle au Canada. »

Mme Copps n'en a pas moins déploré l'absence de Mme Beaudoin à ses côtés pour discuter avec la vingtaine de pays participant à la rencontre, allant jusqu'à confier qu'elle ne se serait pas objectée à ce que la ministre québécoise prenne la parole dans les réunions à huis clos, contrairement à ce qu'avaient décidé ses hauts fonctionnaires. En soirée, Mme Copps a rappelé à ses invités, les ministres de la Culture de quelque 22 pays, qu'il y avait au Canada plus de six millions de citoyens qui avaient pour langue maternelle le français et que le gouvernement avait « mis en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger leurs intérêts dans un contexte nord-américain anglophone ».

Quoi qu'il en soit, la rencontre a commencé plutôt timidement hier soir au Musée canadien des civilisations avec un plaidoyer de la ministre du Patrimoine canadien con-

tre l'anglocentrisme et le monoculturalisme qui menacent l'autoroute de l'information. Elle a réitéré qu'il fallait que les nations s'opposent à l'unique loi du marché comme grand régieur des contenus culturels et elle a exhorté, plus tôt en matinée, les ONG réunies en assemblée parallèle à « mettre sur pied une croisade internationale en faveur de la diversité culturelle ».

C'est aujourd'hui que le gros des discussions entre les ministres de la Culture invités aura lieu. Aussi bien Mme Copps que les hauts fonctionnaires de son ministère se sont employés cependant hier à minimiser les attentes de cette rencontre. Outre par la décision récente de l'Organisation mondiale du commerce qui a déclaré que la législation canadienne de protection de l'industrie du périodique transgressait les engagements pris par le Canada dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Ottawa souhaite en organisant cette rencontre se gagner la sympathie de nombreux gouvernements afin de pouvoir soustraire la

culture des accords internationaux sur le commerce et les investissements.

D'ailleurs, le Groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^e siècle de la Conférence canadienne des arts a rendu public hier son rapport final qui, justement, préconise le concept nouveau de « droits mondiaux parallèles » dans l'élaboration d'une entente internationale distincte sur la culture.

Le Groupe de travail recommande aussi que le ministère du Patrimoine canadien devienne un « ministère de la Culture et du Patrimoine canadiens » qui enchaînerait les objectifs de la politique culturelle fédérale, ce qui risque de heurter encore une fois le Québec.

Enfin, alors que Mme Copps déplorait il y a deux semaines l'absence d'un organisme international de niveau ministériel pour gérer les grandes questions culturelles, hier les hauts fonctionnaires de Patrimoine Canada rêvaient à la baisse ce projet en se contentant de parler maintenant d'une sorte « d'organisme non officiel » à définir.

Le salaire minimum à 6,90\$ en octobre

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le salaire minimum augmentera de 10 cents l'heure au Québec à compter du 1^{er} octobre. Il passera donc de 6,80 \$ à 6,90 \$.

Pour les employés à pourboires, le taux du salaire minimum passe de 6,05 \$ à 6,15 \$ l'heure.

C'est la première fois que le salaire minimum au Québec dépasse celui de l'Ontario, qui plafonne à 6,85 \$ l'heure depuis plus de deux ans. C'est en Colombie-Britannique qu'il est le plus élevé (7,15 \$) et en Alberta qu'il est le plus bas (5 \$).

Les baisses d'impôt ne sont pas une priorité pour les Canadiens

Presse Canadienne
OTTAWA

Quelque temps avant son dernier budget, une firme d'experts-conseil a suggéré au ministre des Finances, Paul Martin, de ne pas proposer de baisses d'impôt parce qu'il ne s'agissait pas d'une priorité pour les contribuables.

Au terme d'un sondage et d'une analyse de la situation, les responsables de la firme Earncliffe Research and Communications ont dit observer un scepticisme généralisé quant au bienfait d'allègements fiscaux sur l'économie et particulièrement en Ontario.

En outre, ils ont souligné au ministre qu'une fois le déficit éliminé, la population souhaiterait voir de nouveaux investissements dans des secteurs clés comme la santé, l'éducation, les services à l'enfance, les jeunes.

Lorsque le gouvernement aura répondu à ce souhait, les baisses d'impôt seront bienvenues.

Le ministre a rendu publics hier les résultats du sondage et de l'analyse menés en août et en septembre derniers à l'issue des élections de juin 1997.

Le budget fédéral déposé en février par le ministre Martin ne contenait aucune baisse d'impôt.

Earncliffe Research and Communications a interrogé 2015 Canadiens entre le 28 août et le 9 septembre 1997. La marge d'erreur des résultats du sondage est de 2,2 pour cent.

« Bien que les Canadiens souhaitent une baisse des impôts, ils continuent de faire preuve de patience parce qu'ils ne croient pas qu'on en ait les moyens actuellement », peut-on lire dans le rapport remis au ministère des Finances.

« Ils s'appuient sur deux critères pour juger de ces moyens: ils croient qu'il faut aller jusqu'au bout de l'effort fiscal et non pas le compromettre, et qu'il est nécessaire de réinvestir dans les services essentiels. »



PHOTO PC

Ouf!

Grâce à l'appui des conservateurs, le gouvernement libéral minoritaire de la Nouvelle-Écosse a réussi à se maintenir au pouvoir, hier, et à faire adopter son premier budget par un vote de 31 contre 20. Sur la photo, le ministre des Finances, Don Downe, exprime sa satisfaction. À l'avant-plan, le premier ministre Russell MacLellan.

Une politique favorisera le développement de Québec comme capitale nationale

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

Une politique encadrera le développement économique et la consolidation institutionnelle de Québec dont le statut de capitale nationale a été réaffirmé par le vice-premier ministre Bernard Landry et le ministre responsable de la région de Québec, à l'Assemblée nationale, hier.

« Comme une capitale nationale ne saurait tolérer un chômage élevé, cette politique propre à Québec sera soutenue par une stratégie de diversification économique destinée à faire fondre son taux de chômage de 10 à 5 pour cent d'ici à l'an 2010. »

« Nous affirmons Québec comme capitale nationale et la priorité que notre gouvernement accorde à sa consolidation et à son développement tant sur le plan institutionnel, économique, culturel qu'international », a lancé Bernard Landry qui agissait à titre de chef du gouvernement en l'absence du premier ministre Lucien Bouchard, en vacances jusqu'au 20 juillet.

La politique relative à la capitale est le fruit d'un consensus établi au

Forum des priorités régionales en 1996 qui a été suivi l'année suivante par le Groupe de travail sur l'avenir de la fonction publique et par le comité ministériel devant dégager une politique à l'égard de Québec comme capitale nationale.

Cette politique vise en fait à donner de la cohésion aux gestes du gouvernement. On ajoutera une « clause capitale » aux projets gouvernementaux. On invitera l'École nationale d'administration publique à rayonner tout en soutenant le développement du milieu culturel et des communications. Pour bien souligner le caractère national de Québec, on accordera aux grands organismes culturels de la capitale le statut d'institutions nationales. On appuiera aussi les projets visant la reconnaissance de Québec comme carrefour de la francophonie en Amérique du Nord.

Le gouvernement mettra aussi de l'avant, de concert avec la Commission de la capitale nationale, un plan de valorisation et d'aménagement du secteur de la colline parlementaire. Avec le milieu des affaires, on jettera les bases d'une stratégie de diversification économique misant à la fois sur la haute technologie et l'exportation.

« La diversification accrue de l'économie de la capitale constitue un impératif de cette politique de la capitale », a déclaré le ministre de la Santé, Jean Rochon.

« Si la création d'emplois demeure l'objectif ultime de la stratégie, a-t-il ajouté, l'entreprise privée en est le moteur. Le rôle du gouvernement est de s'inscrire en soutien et de faciliter l'atteinte de tels objectifs. »

La structure économique de Québec est caractérisée par une dominance du secteur tertiaire (85 pour cent de l'emploi) et par un secteur manufacturier peu développé (9,3 pour cent). Le gouvernement veut modifier ce paysage en favorisant les projets reliés à l'exportation.

Par ailleurs, la politique annoncée hier devra un jour déboucher sur l'établissement à Québec d'une résidence pour le chef du gouvernement.

Cela pourra être fait si tous les partis représentés à l'Assemblée nationale y croient. Car il ne faudra pas que le premier ministre soit à nouveau soumis à d'injustes critiques, a fait comprendre M. Landry, hier.

Gilles Rhéaume n'ira pas à la fête du Canada

Il décline la « perfide invitation » de William Johnson

PAUL ROY

Gilles Rhéaume restera sagement chez lui demain.

Le vice-président du Mouvement souverainiste a en effet décliné hier la « perfide invitation » que lui avait faite le président d'Alliance Québec, William Johnson, de participer à la fête du Canada.

« Je considère qu'il serait grossier et provocateur de répondre favorablement à cette requête », a dit hier M. Rhéaume, qui fut également président de la Société Saint-Jean-Baptiste et du Mouvement national des Québécois.

Et d'ajouter que « les fédéralistes ont parfaitement le droit de participer en paix aux activités du 1^{er} juillet ».

M. Johnson, on s'en souvient, s'était mêlé à la foule lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste, mercredi dernier, les organisateurs lui ayant refusé le privilège de faire partie du « carré d'honneur », aux côtés notamment de Lucien Bouchard, Gilles Duceppe... et Gilles Rhéaume. Entarté et copieusement insulté tout le long du parcours, la police avait dû l'amener de force, craignant pour sa sécurité.

Hier, M. Rhéaume, tout en affirmant que « ces incidents sont inacceptables et doivent être dénoncés avec la plus grande fermeté », a évoqué « les liens privilégiés, historiques et reconnus (de M. Johnson) avec des agents infiltrateurs à la solde de la police ».

« Il y a des coupables, admet Gilles Rhéaume. Mais pour qui travaillent-ils? Combien d'agents provocateurs étaient présents en plus de William Johnson? Et de rappeler la relation de l'ex-journaliste de *The Gazette* avec l'informaticienne de police Carole Devault. »

« Il veut détériorer le climat social à Montréal, je pense qu'il souhaite la guerre civile, j'en suis persuadé... »

— C'est une accusation grave... — Qu'il me poursuive! Je dis qu'il veut la guerre civile.

Disant croire que « des agitateurs professionnels étaient bien présents le long de la rue Sherbrooke », mercredi dernier, Gilles Rhéaume invite les personnes qui ont filmé des images de la foule à communiquer avec le MSQ. « Dès que notre dossier sera complet, précise-t-il, nous le rendrons public. »

En attendant, il dit ne pas vouloir « faire le jeu des fanatiques » en participant aux festivités du 1^{er} juillet.

« Nous leur souhaitons la plus belle des fêtes du Canada — probablement l'une des dernières si l'on se fie à la panique qui caractérise ses propagandistes —, mais ce sera sans nous! »

L'AIDE AUDITIVE Laflamme & Associés (514) 522-6181

Des milliers de malentendants ont retrouvé leurs activités grâce à l'aide auditive. Elle est si petite et se glisse confortablement dans l'oreille.

*Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la Régie d'assurance-maladie du Québec.

MONTREAL 822, rue Sherbrooke Est	LAVAL (450) 628-9887 1435, boul. St-Martin Ouest, bureau 300	BELOIL 365, boul. Laurier, bureau 101
ST-JEAN (450) 349-1260 900, boul. du Séminaire, bureau 140	LONGUEUIL 99, place Charles-Lemoyne, bureau 102	GRANBY (450) 378-6746 320, boul. Leclerc Ouest, bureau 8

Éditorial

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

La Presse

Non merci!

On imagine les éclats de rire que provoquerait une offre de Pierre Bourque de mettre ses talents de gestionnaire au service de Paul Martin ou de Bernard Landry pour les aider à administrer les finances publiques. Ou encore les véhémentes protestations du Parti québécois contre une intolérable intrusion d'Ottawa si Jean Chrétien offrait de venir aider Jean Charest pendant la prochaine campagne électorale au Québec.



Pierre Gravel

C'est précisément ce type de réaction que devrait normalement susciter chez Lucien Bouchard la promesse faite dernièrement par Gilles Duceppe d'engager le Bloc dans la grande tournée estivale qu'effectueraient les parlementaires péquistes. Une opération conçue pour expliquer les grandes réalisations du gouvernement et, plus encore, calmer la grogne provoquée par certaines de ses décisions, surtout en matière de santé. Une insatisfaction qui, au moment du prochain scrutin, risque de coûter

très cher en termes de votes.

On se retient, en effet, difficilement de sourire devant cette sympathique mais combien naïve promesse d'aide au grand-frère de la part d'un cadet qui a lui-même du mal à rester debout. Et dont la propre survivance dépend entièrement de l'assistance de celui qu'il dit aujourd'hui vouloir secourir. À part jouer la mouche du coche en se faisant croire qu'il est en mesure de lui être utile à quelque chose, on ne voit pas très bien ce que le Bloc pourrait apporter au PQ à qui il doit tout.

Totalement tributaire de sa popularité, de l'efficacité de son organisation et de la vigueur de la thèse souverainiste, le Bloc n'existe en effet de toute évidence que par procuration dans la mesure où son programme, son membership et même sa députation ne trouvent leur véritable signification que comme pion sur un vaste échiquier où Québec et Ottawa s'affrontent.

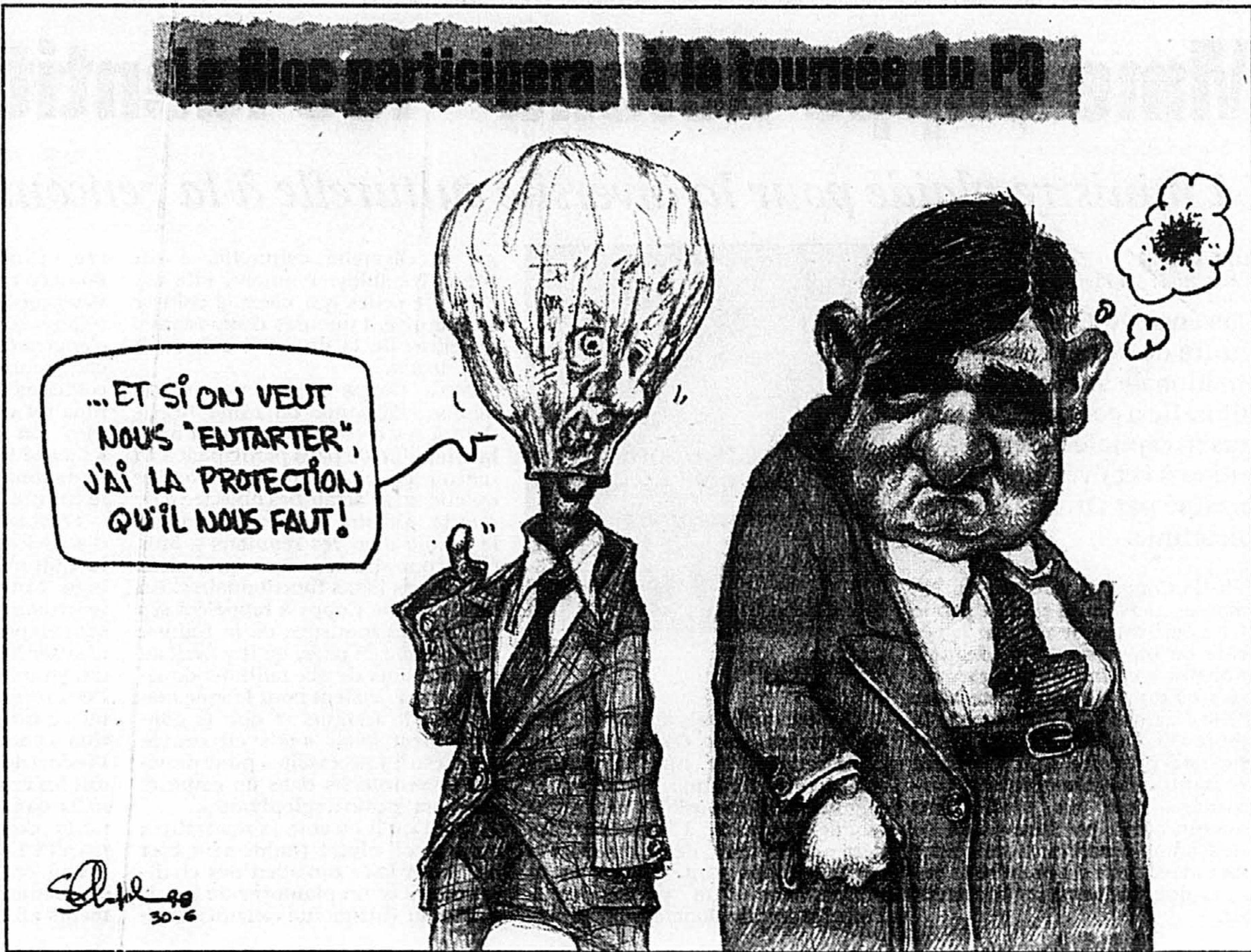
Ce n'est en tout cas sûrement pas par la notoriété personnelle de sa poignée de parlementaires ni par la puissance de sa machine électorale et encore moins par le charisme passablement discret de Gilles Duceppe, par rapport à celui de Lucien Bouchard, que le Bloc sera très utile au PQ. Du moins pour se faire pardonner les effets des réformes en matière de santé et de programmes sociaux ou l'impact de la lutte contre le déficit sur les finances municipales et scolaires. Sans parler de quelques uns de ses récents faux pas comme le contrat du siècle à National ou son offensive contre les idéogrammes qui ne laissent pas la préséance au français dans le Chinatown.

C'est le Bloc qui a tout à gagner dans une opération semblable, qui lui permettra de se rappeler à l'attention de ses électeurs.

En fait, c'est le Bloc qui a tout à gagner dans une opération semblable, qui lui permettra de se rappeler à l'attention de ses électeurs qui n'en entendent pas parler très souvent. En plus de donner l'impression à ses députés qu'ils servent à quelque chose d'autre qu'à indisposer Jean Chrétien et Preston Manning par leur seule présence à Ottawa.

Quant au caractère discutable de son intervention, en tant que parti fédéral, dans une campagne électorale québécoise, ce n'est pas, en réalité, un bien gros problème dans la mesure où le Bloc n'a pas de vision distincte de celle du PQ. Son seul inconvénient sera d'apporter un argument additionnel à Jean Charest qui ne se gênera sûrement pas de rappeler que, lui, il n'a pas craint de dire à son grand frère fédéral de rester chez lui et de ne pas venir se mêler de la campagne au Québec.

Ce devrait être une raison suffisante à Lucien Bouchard pour l'inciter à dire « non merci ! » à Gilles Duceppe. Et, du même coup, le protéger contre un nouveau risque de se couvrir de ridicule.



... ET SI ON VEUT NOUS "ENTARTER", J'AI LA PROTECTION QU'IL NOUS FAUT!

DROITS RÉSERVÉS

Une rencontre cruciale

La visite du président américain en Chine a été vivement critiquée par certains champions des droits de l'homme qui estiment que Bill Clinton apporte ainsi la caution des États-Unis à un gouvernement qui ne respecte pas les droits fondamentaux de ses citoyens.



Frédéric Wagnière

Le débat télévisé entre M. Clinton et le président Jiang Zemin sur la démocratie et les droits de l'homme a montré que les contacts personnels entre chefs d'État peuvent parfois mener à une franchise inhabituelle et à une lueur d'espoir quant à l'avenir politique du pays.

Cependant, même sans ce débat, la visite de M. Clinton était entièrement justifiée par des raisons pratiques. En moins d'un an, trois événements se sont produits en Asie, qui sont aussi inquiétants pour la Chine que pour les États-Unis et le reste du monde. Ainsi, il est important qu'il n'y ait pas de malentendus à l'avenir entre la Chine et les États-Unis au sujet de la course aux armements nucléaires entre l'Inde et le Pakistan, de même qu'au sujet de la crise économique en Asie et des répercussions de la récession japonaise.

La Chine a été entraînée dans l'escalade indo-pakistanaise, dès le début, lorsque le gouvernement indien a précisé que son armement nucléaire était nécessaire pour améliorer son dispositif défensif contre la Chine, bien qu'il faille prendre cette déclaration avec un grain de sel, compte tenu des tensions perpétuelles entre l'Inde et le Pakistan.

Pendant des décennies, les États-Unis et la Chine ont appuyé le Pakistan, alors que l'Inde était soutenue par l'Union soviétique. Mais maintenant, il est clair que l'intérêt des États-Unis et de la Chine est surtout de mainte-

nir la paix dans le sous-continent indien et d'amener les deux pays à respecter le plus rapidement possible les traités de non-prolifération et d'interdiction des essais nucléaires. Il faut éviter la moindre méfiance réciproque au sujet des intentions de Pékin et de Washington.

Par ailleurs, lorsque la crise économique a frappé l'Asie du Sud-Est, on pensait que le Japon l'endiguerait grâce à ses liens commerciaux et financiers dans la région. Le Japon a fait de son mieux, mais il traverse sa propre crise et les déboires de ses voisins l'ont accentuée. De son côté, le yen s'est affaibli à la suite des dévaluations des monnaies de la région. La Chine et Hong-Kong, en revanche, n'ont pas dévalué leurs monnaies pour ne pas aggraver la crise. Dépendant fortement des importations de matières premières et de produits semi-finis, elles ne voulaient pas subir les effets inflationnistes d'une dévaluation.

La Chine a donc joué un rôle stabilisateur, alors que le Japon a flanché. Si elle maintient le cap, les pays affectés pourraient bientôt commencer à remonter la pente. Par exemple, les Chinois d'Indonésie ont sorti du pays entre 60 et 100 milliards de dollars d'Indonésie, depuis le début de la crise. Si la rupiah indonésienne se stabilise, ils seront tentés de rapatrier ces avoirs, une somme qui n'est pas loin du double de l'aide accordée par le Fonds monétaire international à l'Indonésie.

Or, les États-Unis n'ont pas l'habitude de collaborer étroitement avec la Chine dans le domaine monétaire, comme ils le font avec le Japon, le Canada et les autres pays industrialisés. La rencontre des deux présidents peut ainsi créer le climat qui permettra au monde d'échapper à la contagion de la crise asiatique.

La rencontre de deux chefs d'État ne signifie pas qu'ils sont entièrement d'accord sur tout. Son importance vient du fait que le monde a besoin qu'ils se mettent d'accord sur certaines questions fondamentales et qu'ils manqueraient à leur devoir s'ils n'essayaient même pas.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Système de santé à deux vitesses

MM. Bouchard et Rochon,

J'ai une amie, une très précieuse amie, qui est atteinte d'un cancer du poulmon et qui aurait dû être opérée, il y a deux semaines. Son chirurgien (du CHUM), doit reporter l'intervention chirurgicale faute de temps alloué et de salles d'opération disponibles.

Votre « merveilleuse » croisade utopique d'un déficit zéro avant l'heure V (votes) ne fait qu'augmenter l'angoisse et la rage chez tous les proches de cette patiente.

Dites-moi messieurs, si un(e) de vos proches était atteint(e) d'un cancer qui ne cesse de progresser, aurait-il (ou elle) à attendre toutes ces semaines qui ne font que compromettre sa guérison? Je suis dorénavant convaincue que votre politique de coupes sauvages confirme que le Québec a un système de santé à deux vitesses, celle des nobles et celle du peuple, c'est-à-dire des contribuables.

Péquistes et militantes depuis toujours, je vous avise aujourd'hui que j'annulerai mon vote aux prochaines élections, à moins que M. Charest puisse intervenir maintenant afin que mon amie voit son désir de survie réalisé.

Lise LEGAULT
Montréal

24 juin : la honte!

Une fois de plus, l'intolérance a montré son hideux visage, à l'occasion des réjouissances de la fête dite nationale. Y a-t-il plus grande intolérance que celle qui considère la simple présence de l'autre comme provocatrice? Que certains ne soient pas d'accord avec toutes les prises de position de M. William Johnson, soit! Mais que d'aucuns considèrent que ses opinions le rendent indigne de participer à un défilé auquel tous les Québécois sont invités, cela signe une bien dangereuse et répugnante conception de la québecité. Que cette conception en ait entraîné plusieurs à des quolibets et à des gestes humiliants pour notre concitoyen, cela en dit long sur leur respect du pluralisme, de la liberté d'expression et de la dignité à laquelle chacun a droit.

On me répondra que l'« entartage » était humoristique et en a visé bien d'autres. Je répondrai que ni le contexte ni le geste n'étaient drôles et que les insultes qui ont été proférées en disent long sur la signification de cette démonstration de... patriotisme, manifestement soigneusement préparée.

La foule ne s'y est pas trompée, et ils ne riaient pas ceux dont le ton a commencé à monter et dont l'attitude a conduit la police à emmener M. Johnson vers un lieu plus sûr. Car c'est bien l'agressivité et d'hostilité dont parlait la police elle-même. Il a dû falloir bien du courage et une grande maîtrise de soi à M. Johnson pour continuer sa marche et ne pas se départir de son calme. Mais où en sommes-nous donc s'il faut du courage

pour défendre les groupes minoritaires et le fédéralisme au Canada?

J'ai eu honte. Je ne suis qu'une citoyenne isolée, ne représentant qu'elle-même, mais j'ose espérer que j'exprime l'opinion de nombreuses personnes scandalisées par ce qui s'est passé. J'ose espérer aussi que je ne serai pas la seule à dire publiquement à M. Johnson que je me désolidarise de ce comportement barbare et primaire.

Comment éviter la répétition de tels gestes et l'escalade des manifestations de sectarisme et d'intolérance? Il me semble que M. Johnson a raison et qu'il faudrait dissocier complètement la fête du 24 juin et de ses origines chrétiennes et de ses racines nationalistes. Aussi longtemps qu'elle sera organisée par la Société Saint-Jean Baptiste, dont on connaît le passé et les convictions, elle sera porteuse de connotations identitaires ethnocentristes et ne sera pas la fête de tous les Québécois. J'irais même jusqu'à proposer que l'on modifie la date de la fête; pourquoi ne pas célébrer le 21 juin, début de l'été, si apprécié dans cette contrée de neige et de froidure?

Annette PAQUOT

L'incontinence nocturne : conséquences possibles

Dans l'édition du 21 juin de La Presse paraissait dans le cahier Santé un texte sous la signature de Sophie Brouillet, intitulé « Dédramatiser l'incontinence nocturne ». C'est un vrai tour de force pour un journaliste de résumer en quelques paragraphes des entrevues avec deux médecins et une

abondante documentation sur un problème complexe comme l'énurésie nocturne chez l'enfant. Madame Brouillet y est parvenue de belle façon et je suis d'accord avec l'ensemble de son texte... sauf les six derniers mots: « Un épisode sans gravité ni conséquences ».

J'aimerais que cela soit vrai dans tous les cas mais ce n'est pas ce que l'on constate en pratique. L'énurésie nocturne isolée est une condition très particulière puisqu'il ne s'agit pas d'une maladie ni d'un handicap permanent.

C'est plutôt un symptôme qui finit presque toujours par rentrer dans l'ordre avec le temps. Il ne conduit pas à des complications physiques sauf pour des irritations de la peau à l'occasion. Cette condition, banale en apparence, a toutefois le potentiel d'entraîner des difficultés émotionnelles et sociales chez l'enfant affecté. D'après un sondage effectué récemment auprès de 500 familles canadiennes ayant un enfant énurétique, plus de la moitié des parents croyaient que leur enfant était affecté sur le plan émotionnel par son énurésie. Plusieurs des parents indiquaient que leur enfant avait une perception négative de lui-même, qu'il avait honte, se croyait anormal et avait tendance à s'isoler.

Tout dépend de la façon dont l'énurésie est perçue par l'enfant et par son entourage immédiat. Si les parents sont compréhensifs et tolérants, il y a de bonnes chances que l'enfant considère son énurésie comme un inconvénient mineur, du moins jusqu'à ce qu'il arrive à un âge où les occasions de s'absenter de la maison deviennent plus

fréquentes. Si, au contraire, les parents voient l'énurésie comme un indice de paresse ou même de provocation, ils peuvent alors avoir des attitudes punitives et hostiles qui feront en sorte que l'enfant se percevra différent des autres. Son estime de soi pourra alors en être affecté.

L'énurésie peut être la source de difficultés relationnelles importantes entre l'enfant atteint, ses parents et les autres membres de la fratrie.

Dans certains cas, c'est un facteur précipitant pour des abus psychologiques et/ou physiques. Les parents eux-mêmes peuvent être affectés par l'énurésie chez leur enfant et non seulement à cause du travail supplémentaire de lavage qu'il entraîne. Ils peuvent connaître des perturbations de leur sommeil nocturne si l'enfant vient les trouver lorsqu'il se mouille. Ils peuvent ressentir de la culpabilité, surtout s'ils ont connu le même problème.

L'énurésie de leur enfant peut même être perçue comme un échec de leurs capacités parentales.

C'est ce genre de conséquences qu'il faut éviter et qui fait en sorte que cette « variante du développement normal » mérite une évaluation médicale dès qu'elle devient un sujet d'inquiétude pour un enfant et/ou ses parents.

Jean LABBÉ
pédiatre
directeur de la clinique d'énurésie
Centre hospitalier
universitaire de Québec

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



GUATEMALA

Enlèvements

■ Un commando armé qui a enlevé hier treize Américains dans le département d'El Peten, à 500 km au nord de la capitale, a demandé une rançon de quelque 325 000 dollars pour leur libération, a annoncé le directeur de la police nationale, Angel Conte. Le policier a confirmé que l'enlèvement s'était produit dans le village de Sayasché. « Nous n'avons pas encore identifié les ravisseurs », a-t-il précisé.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Siège réclamé

■ La république indépendantiste russe de Tchétchénie veut devenir un membre à part entière de l'ONU et a préparé un certain nombre de documents en ce sens, a indiqué hier le ministre tchétchène des Affaires étrangères cité par l'agence Interfax. Les autorités tchétchènes ont déjà préparé « une série de documents, qui confirment le statut de la Tchétchénie comme pays indépendant », a expliqué Movladi Oudougov. Parmi ces documents, figurent la Constitution tchétchène et le traité de paix de mai 1997 signé par le chef de l'État russe Boris Eltsine et le président tchétchène Aslan Maskhadov. Des experts internationaux ont examiné le texte du traité et « ont reconnu qu'en (le) signant, les autorités russes avaient admis l'indépendance de la Tchétchénie », a assuré M. Oudougov.

d'après AFP

ITALIE

Prodi en Iran

■ L'Italie, qui entretient traditionnellement d'excellents liens avec les pays du monde arabe, s'appête à franchir une étape importante dans ses relations avec l'Iran avec la visite à Téhéran du président du Conseil Romano Prodi. La visite officielle de trois jours que M. Prodi entame aujourd'hui est la première d'un dirigeant occidental en Iran depuis celle effectuée il y a six ans par l'ancien premier ministre grec Constantin Mitsotakis. Selon des responsables italiens, cette visite sera exclusivement politique et visera à examiner de plus près les changements entrepris par le président iranien Mohammad Khatami.

d'après AP

CROATIE

Suicide de Dokmanovic

■ L'ex-maire serbe de Vukovar (est de la Croatie) Slavko Dokmanovic s'est suicidé parce qu'il ne pouvait plus supporter le poids de sa propre conscience, a déclaré hier une responsable croate, Slavko Dokmanovic, qui était âgé de 48 ans, a été retrouvé pendu dans sa cellule du centre de détention du Tribunal pénal international à Scheveningen, au nord de La Haye, dans la nuit de dimanche à lundi. Il était accusé d'avoir supervisé le massacre de plus de 200 patients de l'hôpital de Vukovar, des faits qu'il niait, et attendait le verdict de son procès dont les audiences s'étaient achevées jeudi dernier.

d'après AFP

RUSSIE

Dévaluation possible

■ Le gouvernement russe a agité hier le spectre d'une dévaluation du rouble pour convaincre les députés d'adopter rapidement un programme anti-crise qu'ils doivent examiner à partir de demain. Le ministre des Finances, Mikhaïl Zadornov, a averti qu'une dévaluation de la devise russe était à craindre dans les prochains mois si la collecte des impôts n'augmentait pas, une faiblesse chronique de l'économie russe à laquelle le plan du gouvernement tente de remédier. C'est la première fois qu'un responsable russe évoque une dévaluation du rouble jusqu'à présent fermement exclue par les autorités qui n'ont pas hésité à relever à plusieurs reprises les taux d'intérêt pour défendre la monnaie.

d'après AFP

Autres informations
pages B4 et B5

Les Serbes attaquent

Des milliers de villageois forcés de fuir le Kosovo

d'après AP et AFP
PRISTINA

Les combats au Kosovo se rapprochent de Pristina. Hier, les forces serbes ont lancé une nouvelle offensive contre les séparatistes de l'UCK, dans la région de Belacevac, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la capitale de cette province de Serbie à majorité albanophone.

Plus de 8000 villageois ont quitté leurs maisons de Belacevac et de la localité voisine de Hade, tandis que la région était la proie des bombes serbes.

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui devait se réunir dans la soirée sur la question du Kosovo, a décidé de reporter ses consultations à plus tard dans la semaine. Les États-Unis assurent que l'aval du Conseil n'est pas nécessaire pour mener des actions de l'OTAN visant à mettre fin aux combats.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a appelé à tout faire pour éviter « une nouvelle Bosnie ». Mais, dans le même temps, les Russes, qui disposent d'un droit de veto au Conseil, se disaient une nouvelle fois opposés à une éventuelle intervention armée de l'OTAN pour faire plier le président yougoslave Slobodan Milosevic.

Dans le même temps, les Quinze réclamaient à nouveau le retrait des forces serbes du Kosovo et interdisaient les vols commerciaux yougoslaves sur tous les aéroports européens. Ils ont également augmenté le nombre de leurs diplomates à Belgrade, la Yougoslavie ayant refusé le renforcement de la mission d'observation de l'UE.

La nouvelle cible des Serbes, dans cette zone tenue depuis une semaine seulement par l'Armée de libération du Kosovo (UCK, indépendantistes armés), est la mine de charbon de Belacevac. On y entendait des explosions à répétition, et les combats s'étendent aux villages environnants. L'armée yougoslave y aurait reçu le renfort de civils serbes armés, selon des responsables de la communauté albanophone. Des chars auraient aussi débarqué à l'aéroport militaire de Slatina, non loin de là.

Le centre serbe des médias précisait pour sa part que la police de Belgrade encerclait les Albanais ayant pris le contrôle des bâtiments administratifs. Cette mine à ciel ouvert est un objectif stratégique: elle fournit le charbon à l'usine d'Obilic, qui fournit l'électricité à la qua-



Un enfant d'une famille de réfugiés Kosovars pleure devant un camion de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe après être arrivé en Albanie. Des milliers de Kosovars ont quitté leurs villages pour échapper aux bombardements des forces de sécurité serbes.

PHOTO ARMANDO BABANI, AFP

si-totalité du Kosovo. Non loin de là, deux personnes auraient été tuées dimanche.

Dans le même temps, à Kijevo, autre point chaud, où quelque 200 civils serbes et 20 policiers sont encerclés par l'UCK, les Kosovars s'attendaient à une nouvelle offensive, après avoir subi le harcèlement des hélicoptères serbes tout le week-end. Kijevo, village stratégique, contrôle la principale route de la province, entre Pristina et Pec.

Les discussions récentes entre l'émissaire américain Richard Holbrooke et les dirigeants de l'UCK, qualifiée par Belgrade d'organisation « terroriste », ont été « une erreur », a par ailleurs indiqué un diplomate européen.

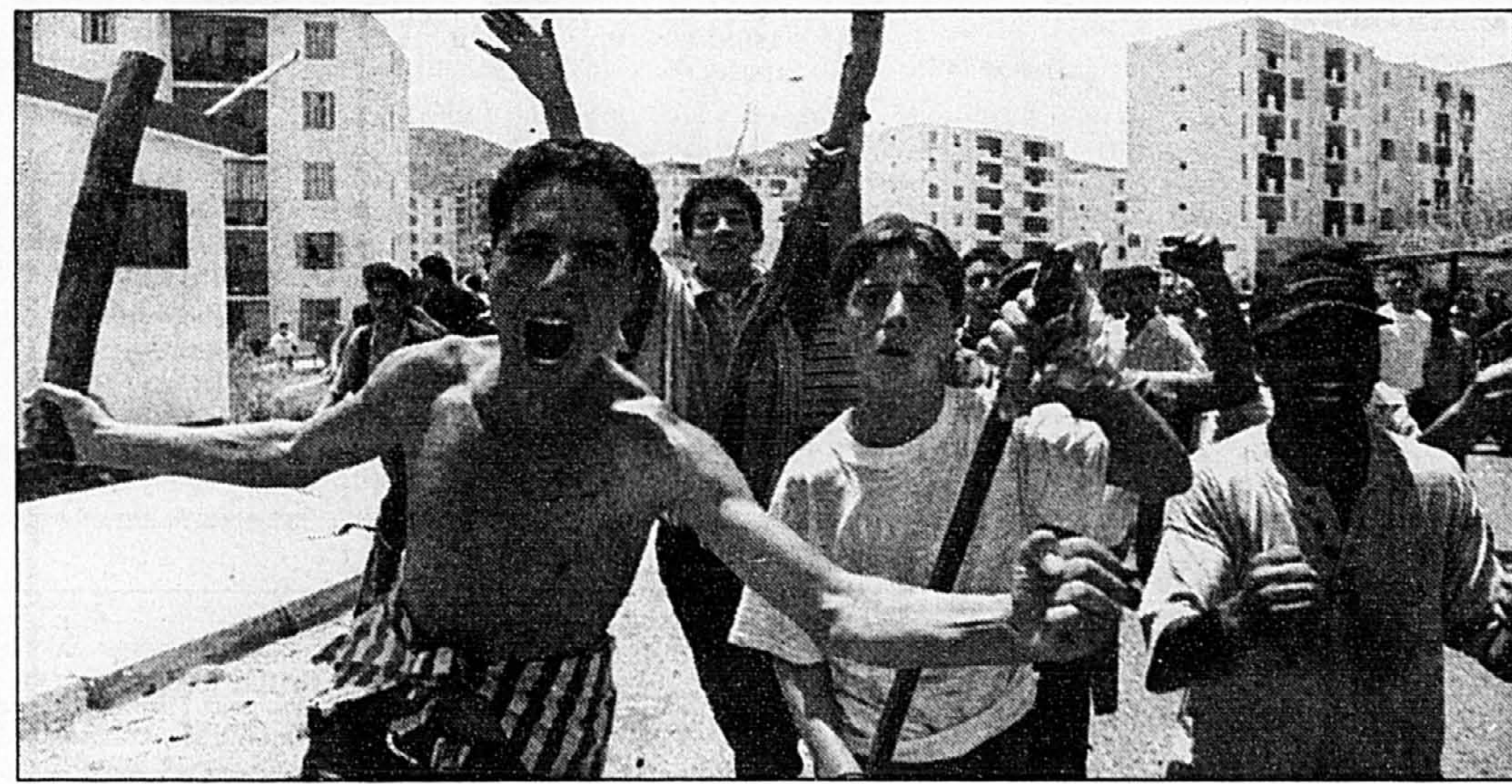
Les Européens sont néanmoins convaincus que l'UCK devra faire partie de tout règlement politique au Kosovo: ils l'ont affirmé hier au cours d'une réunion des chefs de la diplomatie des Quinze à Luxembourg, avant la rencontre

prévue le 8 juillet à Bonn du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie.

Le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, dont le pays présidait pour la dernière fois l'UE avant de passer le relais à l'Autriche le 1er juillet, a affirmé de son côté qu'Ibrahim Rugova « est le dirigeant élu et légitime des Albanais du Kosovo ».

Le secrétaire au Foreign Office a rappelé que le leader kosovar tenait sa légitimité d'élections boycottées par l'UCK.

Environ 85 % des 1,1 million d'électeurs albanais avaient voté pour lui le 22 mars lors d'élections générales clandestines déclarées « illégales » par Belgrade. Ibrahim Rugova était le seul candidat au poste de « président » de la « république du Kosovo » (proclamée unilatéralement), poste qu'il occupe symboliquement depuis 1992.



Les jeunes, certains torse nu, armés de barres de fer et de bâtons, scandent de nouveau « pouvoir assassin », « Imazighen » (berbères) et « Nous ne sommes pas des Arabes ». Les manifestants dénoncent l'entrée en vigueur, le 5 juillet, de la loi sur la généralisation de la langue arabe.

PHOTO AFP

Autres manifs en Kabylie

ALAIN BOMMENE
Agence France-Presse
TIZI-OUZOU, Algérie

L'agitation s'est poursuivie hier à Tizi-Ouzou, où plusieurs milliers de jeunes ont manifesté dans une ville paralysée au lendemain de l'inhumation du chanteur kabyle assassiné Lounès Matoub.

Manifestants comme forces de sécurité ont soigneusement évité les heurts. Les forces de police anti-émeutes et les gendarmes, déployés devant la bâtiments publics et aux carrefours, ont laissé se dérouler la marche.

Tous les commerces avaient baissé leur rideaux de fer, et des habitants lançaient des bouteilles d'eau aux manifestants, dans une chaleur de fournaise.

Les jeunes, certains torse nu, armés de barres de fer, de bâtons, scandaient de nouveau « pouvoir assassin », « Imazighen » (berbères) et « Nous ne sommes pas des Arabes ».

Les manifestants dénoncent l'entrée en vigueur, le 5 juillet, de la loi sur la généralisation de la langue arabe.

Ce mouvement échappe jusqu'à présent aux partis et aux mouvements berbères. « Ni Sadi, (Saïd Sadi, chef du RCD) Ni Aït-Ahmed (Hocine Aït Ahmed, chef du FFS) », expliquait l'un d'eux. « On ne veut plus des politiques. On va continuer ».

Deux nouvelles manifestations sont prévues, aujourd'hui, à l'appel des deux principaux partis rivaux implantés en Kabylie, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Front des forces socialistes (FFS).

Le RCD a appelé à une marche à Tizi-Ouzou (110 km à l'est d'Alger), principale ville de Kabylie, alors que le FFS appelle lui aussi ses sympathisants à manifester, mais à Alger.

L'assassinat de Lounès Matoub a servi de détonateur. Durant deux jours, les jeunes manifestants ont systématiquement saccagé les édifices publics, le mobilier urbain, les entreprises d'État à Tizi-Ouzou. Au total, trois manifestants ont trouvé la mort en Kabylie depuis samedi, selon un bilan officiel.

Hier, les rues de la ville offraient encore un spectacle de désolation: panneaux arrachés, barrières tor-

dues, poteaux d'éclairage arrachés jonchant le sol, bâtiments dévastés et noircis par les incendies.

L'assassinat du chanteur, inhumé dimanche son village natal de Taourirt Moussaï (25 km de Tizi-Ouzou) en présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes, a été attribué à des « terroristes islamistes » par le gouvernement et la plupart des partis. Mais les manifestants en attribuent la responsabilité « au pouvoir ».

Dimanche, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia a appelé la population au calme. Des heurts ont été signalés à Tazmalt, où un manifestant a trouvé la mort. Dans la région de Bouira, treize personnes ont été blessées, selon la presse privée d'Alger, dont trois sérieusement.

Par ailleurs, trois personnes ont été tuées et quatorze blessées hier lors d'un attentat à la bombe à Khémis-Milliana (100 km au sud-ouest d'Alger), où indiqué les services de sécurité.

Un autre attentat à la bombe, dans la région de Tebessa (est) a fait samedi trois morts, deux gardes communaux et un gendarme, indiquant hier le quotidien privé *El Aql*.

Début du désarmement en Ulster

d'après AFP
BELFAST

La législation prévoyant une amnistie pour les paramilitaires qui rendront leurs armes en Irlande du Nord est entrée en vigueur la nuit dernière à minuit, a annoncé le général John de Chastelain, président de la commission internationale sur le désarmement.

Les différents groupes paramilitaires auront jusqu'au 22 mai de l'an 2000 pour désarmer, grâce à deux procédures au choix proposées par les gouvernements britannique et irlandais: le premier prévoit la remise d'informations permettant de mener à des caches d'armes, l'autre permet aux organisations paramilitaires de détruire elles-mêmes leurs stocks d'armes, en présence d'observateurs indépendants.

« Il n'existe plus de raison pratique pour empêcher le début du désarmement », a déclaré au cours d'une conférence de presse à Belfast le général de Chastelain.

Il a estimé que les deux plans de désarmement proposés étaient « aussi simples que possible, aussi flexibles que possible et aussi honorables que possible ».

Selon l'amnistie, aucune expertise ne pourra être effectuée sur les armes saisies ou remises et aucune de ces armes ne pourra être utilisée comme pièce à conviction au cours d'un procès.

Pour autant, cette amnistie ne signifie pas la mise en oeuvre immédiate du désarmement des milices, aucune d'entre elles n'ayant clairement indiqué avoir l'intention de souscrire à ce plan.

Les loyalistes protestants de la LVF (Force des Volontaires loyalistes), qui ont déclaré un cessez-le-feu peu avant le référendum du 22 mai, ont cependant nommé un contact pour faire le lien avec la commission, le pasteur Kenny Mc Clinton, alors que l'UVF (Force des volontaires d'Ulster), autre milice loyaliste, a depuis octobre, désigné un médiateur, Billy Hutchison.

Du nucléaire inoffensif

d'après AP, PARIS

Les essais nucléaires menés par la France dans les atolls de Mururoa et de Fangataufa entre 1966 et 1996 n'auront « aucune conséquence sur la santé » des populations du Pacifique, conclut un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) rendu public hier.

Cette étude indépendante de 2000 pages réalisée par 55 scientifiques de 18 pays avait été demandée par la France après les six derniers essais nucléaires ordonnés par Jacques Chirac entre septembre 1995 et février 1996.

Ce rapport sera présenté pendant la conférence sur la situation radiologique des deux atolls de Polynésie française, organisée à Vienne à partir d'aujourd'hui jusqu'au vendredi 3 juillet.

Même si les experts de l'AIEA ont détecté sur place des traces de plutonium et de césium 137, « il est improbable qu'elles aient un effet sur les populations d'organismes vivant sur ou à proximité des atolls ».

Le rapport de l'AIEA écarte complètement les risques liés à l'instabilité des atolls après les 147 essais souterrains réalisés entre 1975 et 1996.

Le président israélien réclame des élections anticipées

d'après AFP JÉRUSALEM

Le président Ezer Weizman a réclamer hier des élections générales anticipées en Israël, s'attirant une réaction irritée du premier ministre Benjamin Netanyahu qui a proclamé son intention de rester.

« Le processus de paix boîte depuis plusieurs mois (...) et je crois que dans ce contexte le mieux serait d'organiser au plus tôt des élections générales, pour savoir ce que veulent les Israéliens », a déclaré M. Weizman à la radio publique.

« Rien n'avance. Je vois aussi beaucoup de gens en Israël, et ils sont eux aussi mécontents. Rien ne se passe. Notre économie stagne, notre situation économique est mauvaise, et, au niveau international, notre position n'est plus ce qu'elle était. C'est pourquoi j'ai dit et redit qu'il faut des élections

anticipées », a-t-il ensuite précisé à la télévision israélienne.

« Est-il possible que tous aient tort, la France, les États-Unis. Nous serions les seuls à avoir raison », s'est-il interrogé, ajoutant « qu'il faut consulter le peuple, il faut savoir ce que la rue pense de tout cela ».

M. Weizman a indiqué qu'il n'écarterait pas d'intervenir en ce sens, et a précisé qu'il était déterminé à refuser son aide au premier ministre.

« J'ai essayé de l'aider. Je vois que ça ne marche pas, et je ne l'aiderai plus », a-t-il dit en précisant avoir, dans le passé, effectué à la demande de M. Netanyahu des missions « pour plaider la patience » dans le processus de paix, notamment auprès du président américain Bill Clinton, de son homologue égyptien Hosni Moubarak, du président palestinien Yasser Arafat et du roi Hussein de Jordanie.

M. Netanyahu, dont le mandat court jusqu'en l'an 2000, a répliqué que « les élections auront lieu au moment approprié ».

« Je travaille nuit et jour avec

un seul but : la conclusion d'un bon accord (avec les Palestiniens) pour apporter la paix et la sécurité à l'État d'Israël. Aucune pression, rien ni personne ne m'écarteront de cet objectif », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse avec le premier ministre espagnol José María Aznar, en visite à Jérusalem.

Le président de l'État, simple autorité morale, n'a pas le pouvoir d'avancer les élections générales.

Sa proposition a été dénoncée par plusieurs ministres qui l'ont accusé de s'allier à l'opposition travailliste.

« Je ne pense pas que nous ayons jamais eu un président qui se soit mêlé de politique », a affirmé le ministre de l'Éducation Yitzhak Lévy, qui dirige le Parti national religieux, l'émanation politique des colons.

Des commentateurs politiques ont cependant fait valoir que M. Weizman avait choisi avec soin le moment de sa déclaration, après que plusieurs ministres lui eurent fait part de leur désir d'élections anticipées.

Le ministre de la Sécurité inté-

rieure Avigdor Kahalani, chef du parti de centre-droit La Troisième Voie, a laissé entendre qu'il approuvait l'appel présidentiel.

« Nous devrions aller vers des élections seulement si le processus de paix ne progressait pas dans l'avenir immédiat », a-t-il déclaré.

L'opposition de gauche a annoncé pour sa part le dépôt d'une proposition de loi pour des élections dans les deux mois. Mais compte tenu des rapports de force au parlement, cette proposition n'a guère de chance de passer.

« Le président parle du fond de son cœur », a déclaré le chef de l'opposition Ehud Barak. « Le processus de paix est bloqué (...) et je suis convaincu que cela suscite beaucoup de frustration chez le président », a-t-il dit.

Le processus de paix israélo-palestinien est bloqué depuis quinze mois, malgré les efforts déployés par les États-Unis pour le relancer. Washington a notamment proposé à Israël d'évacuer 13 % de la Cisjordanie, ce que M. Netanyahu refuse, arguant du fait que les Palestiniens, selon lui, n'appliquent pas leur part des accords.

Que des mensonges, dit Kabila

d'après AFP KINSHASA

Le président de République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a rejeté hier avec force à Kinshasa le « pseudo-rapport » de l'ONU sur les massacres de réfugiés rwandais, donnant une tournure très politique au sommet du COMESA.

Dans une allocution devant six de ses pairs à l'ouverture du troisième sommet du Marché commun d'Afrique australe et orientale (COMESA), M. Kabila a déclaré que les « mêmes comparses » qui se sont servis du Congo comme un « champ d'expérimentation des visées impérialistes répandent aujourd'hui encore sous l'égide des Nations unies et par le truchement d'un rapport jamais effectué et achevé, des mensonges, d'ignobles calomnies sur notre vaillante armée, notre pays et moi-même ».

La mission d'enquête de l'ONU sur les accusations de massacres de réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre — rappelée en avril par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan en raison des « obstacles » mis par Kinshasa aux investigations — doit publier très prochainement son rapport.

« Mon gouvernement de salut public invite instamment les peuples africains à rejeter avec la plus extrême indignation un soit-disant rapport d'enquête constitué d'affabulations, de mensonges de ceux qui, après l'avoir porté sur ses fronts baptismaux, ont soutenu l'ignoble régime de Mobutu », a poursuivi M. Kabila.

« Le Congo invite les peuples africains à rejeter avec dédain ce pseudo-rapport des (...) champions de manigances et de désinformation », a lancé le chef de l'État, ajoutant que le « peuple congolais, son gouvernement et son président ne se laissent pas intimider par ceux qui dénaturent les missions des Nations unies et violent son fonctionnement en accaparant à leur exclusivité la solution des problèmes du monde ».

Après M. Kabila, le président du Burundi, Pierre Buyoya, a également donné un tour très politique à son intervention en rappelant que « la clé du succès » pour les 20 pays membres du COMESA réside dans la solution des « crises » qui les affectent.

Le major Buyoya, dont le pays est en guerre civile depuis 1993, a dénoncé « l'insécurité et la déstabilisation de certains pays par des forces qui les attaquent depuis l'étranger », dans une allusion à la situation burundaise.

Réclamant une « solidarité tous azimuts » entre membres du COMESA, M. Buyoya a également demandé à l'organisation de « recommander la levée de l'embargo » décrété par les voisins du Burundi à la suite de sa prise du pouvoir par un coup d'État en juillet 1996.

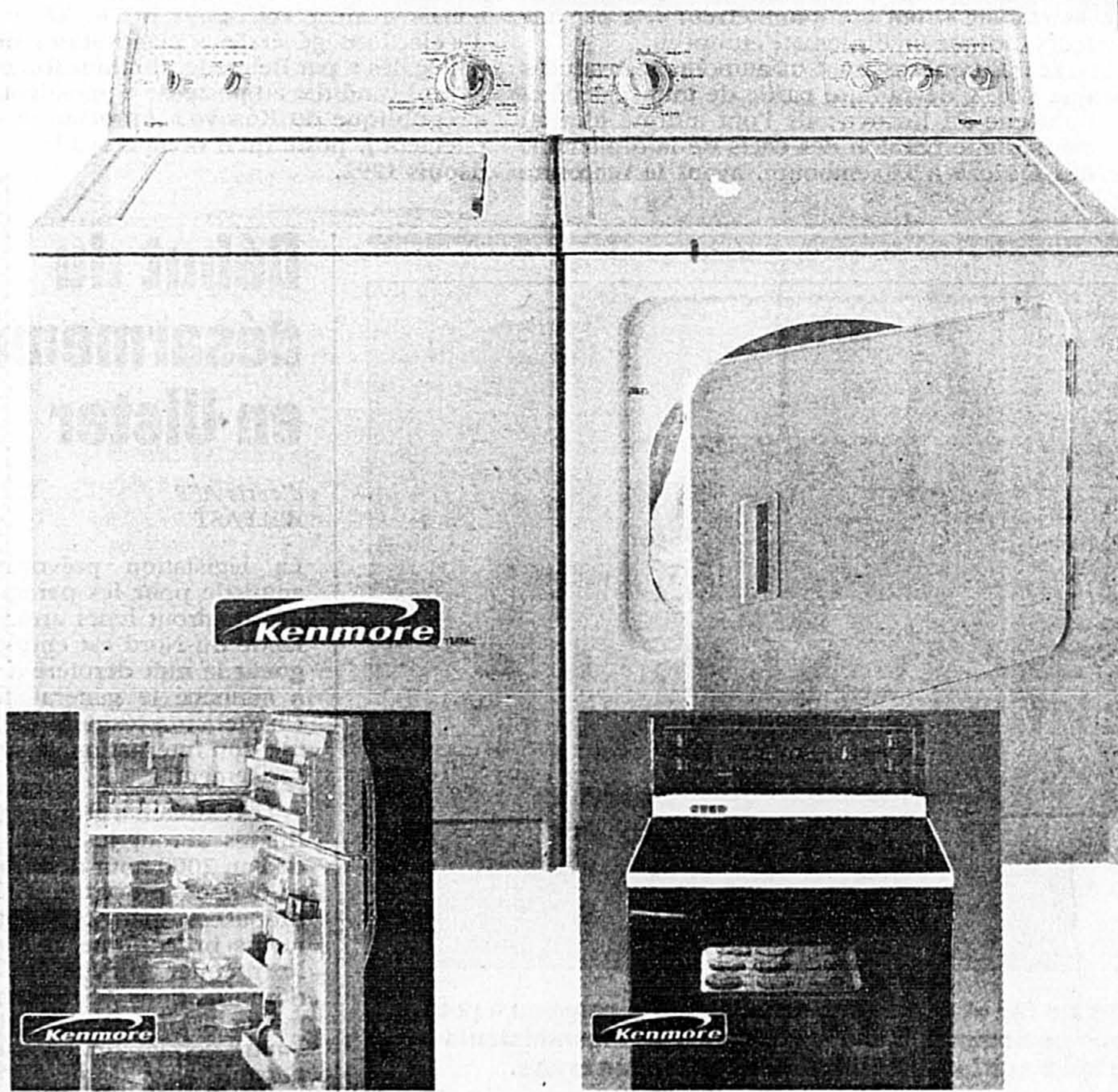
Les préoccupations politiques de la RDC et du Burundi ont éclipé les dossiers économiques du sommet, ainsi que l'adhésion de l'Égypte, représentée à Kinshasa par son ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa. Cette adhésion a été approuvée à l'unanimité des pays participant à la réunion.

Pour le reste, le COMESA devait entériner le principe d'une libre circulation à terme des biens et des personnes à l'intérieur des pays membres.

Vous déménagez???
Pensez...

SEARS

Pendant 4 jours



799\$

RÉFRIGÉRATEUR KENMORE DE 18,1 PI CU
Rabais 200 \$. Tablettes en verre à rebord et 2 hydrateurs à couvercle en verre. Garde-viande.
N° 68832. Rég. Sears 999,99.

Aussi en telette omade

898\$

CUISINIÈRE KENMORE À DESSUS CERAM^{MD}
Rabais 101 \$. Dessus lisse à 4 éléments radiants. Minuteur électronique. N° 65471.
Rég. Sears 999,99.

Aussi en noir sur amande; supplément pour blanc sur blanc

998\$

ENSEMBLE KENMORE^{MD} DE
'SUPER CAPACITÉ PLUS'
ÉPARGNEZ 231 \$ SUR L'ENSEMBLE
Laveuse à 11 programmes. N° 47672.
Rég. Sears 719,99.

599\$

Sécheuse de 7 pi cu, 12 cycles.
N° 88672. Rég. Sears 509,99.

399\$

Machines à coudre et
aspirateurs sont
TOUS EN SOLDE!
Et Déjouez la TPS
SUR TOUTES LES MACHINES À COUDRE, TOUS LES SYSTÈMES,
D'ASPIRATION CENTRALE, TOUS LES ASPIRATEURS-TRAÎNEAUX
ET VERTICAUX 'ÉLÉGANCE' KENMORE ET TOUS LES
ASPIRATEURS VERTICAUX DE FINIS DE SÉRIES

Sears déduira un montant équivalent à la TPS du montant de votre achat.
L'offre s'applique à la marchandise en stock dans les magasins Sears;
elle ne s'applique pas aux frais de livraison, de contrat d'entretien ou
d'installation ni aux articles soldés de nos Centres de liquidation ni aux
achats par catalogue. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 5 juillet 1998.

**DÉJOUÉZ LA TPS
ET LA TVQ**

SUR LES GROS APPAREILS MÉNAGERS KENMORE À PRIX ORDINAIRES
Sears déduira un montant équivalent à la TPS et la TVQ du montant total de votre achat. L'offre s'applique à la marchandise
des magasins Sears; elle ne s'applique pas aux appareils ménagers 'Édition spéciale' Kenmore, ni aux frais de contrat d'entretien,
d'installation ou de livraison ni aux articles soldés de nos Centres de liquidation ni aux achats par catalogue.
Offre en vigueur jusqu'au dimanche 5 juillet 1998. Renseignez-vous

**DÉJOUÉZ LA TPS ET...
PAS DE PAIEMENT AVANT UN AN**

POUR TOUS LES GROS APPAREILS MÉNAGERS DE GRANDES MARQUES À PRIX

ORDINAIRES ET POUR LES KENMORE À PRIX ORDINAIRES
Sears déduira un montant équivalent à la TPS du montant total de votre achat, DE PLUS, pas de paiement avant juillet 1999,
sur approbation de votre crédit, avec la carte Sears. Achat minimum: 200 \$. Tous les autres frais et taxes applicables
sont payables au moment de l'achat. L'offre s'applique à la marchandise des magasins Sears.
Elle ne s'applique pas aux appareils ménagers 'Édition spéciale', ni aux frais de contrat d'entretien,
d'installation ou de livraison ni aux articles soldés de nos Centres de liquidation ni aux achats par catalogue.
Offre en vigueur jusqu'au dimanche 5 juillet 1998. Renseignez-vous

PRIX DE RÉCLAME EN VIGUEUR DU JEUDI 2 AU DIMANCHE 5 JUILLET 1998

dans la limite des stocks

06501 Copyright 1998. Sears Canada Inc.

SEARS

Monde

Les étudiants accueillent froidement Clinton en Chine

CHRISTIAN CHAISE

Agence France-Presse, SHANGHAI

Le président américain Bill Clinton a entamé hier soir à Shanghai, la troisième étape de sa tournée en Chine, après avoir plaidé, plus tôt à Pékin, pour le respect des droits de l'homme et des libertés dans ce pays et pour « une nouvelle relation » entre les deux puissances.

Mais son message en faveur de la liberté n'a visiblement pas été entendu par les autorités, puisqu'un dissident, Wang Youcai, a été interpellé par la police à son domicile de Hangzhou, à 150 km (bien 150 km) de Shanghai, juste avant l'arrivée de M. Clinton.

L'interpellation de quatre dissidents la semaine dernière dans la région de Xian (centre) avait provoqué un incident diplomatique entre les deux pays au début de la tournée de M. Clinton. Les quatre hommes ont été libérés depuis.

Comme cela avait déjà été le cas samedi pour la conférence de presse commune entre M. Clinton et le président chinois Jiang Zemin, le régime chinois avait pris la décision de retransmettre en direct à la télévision et à la radio d'État son allocution à l'université de Pékin et ses réponses aux questions des étudiants.

Bien que parlant dans ce qui fut le berceau du « Printemps de Pékin », il a évité la moindre mention du massacre de la place Tiananmen, lorsque plusieurs centaines d'opposants avaient été tués par l'armée chinoise le 4 juin 1989 dans le centre de la capitale.

Son message principal au gouvernement et au peuple chinois depuis son arrivée jeudi dans ce pays est que la liberté, loin d'être un luxe dangereux, « renforce la stabilité et aide les nations à changer ».

À l'heure de la mondialisation, « la circulation la plus libre possible d'informations, d'idées et d'opinions, et un plus grand res-

pect pour les convictions politiques et religieuses divergentes, produira en fait force et stabilité », a-t-il lancé devant quelque 600 étudiants.

Le public a accueilli cette plaidoirie en silence, réservant, en revanche, des ovations nourries à certaines questions agressives, voire hostiles, de plusieurs étudiants.

Malgré les désaccords qui persistent entre les deux pays, principalement sur les atteintes aux droits de l'homme en Chine, cette tournée de M. Clinton semble d'ores et déjà constituer une étape décisive dans la normalisation et le rapprochement entre Pékin et Washington, neuf ans après le drame de Tiananmen.

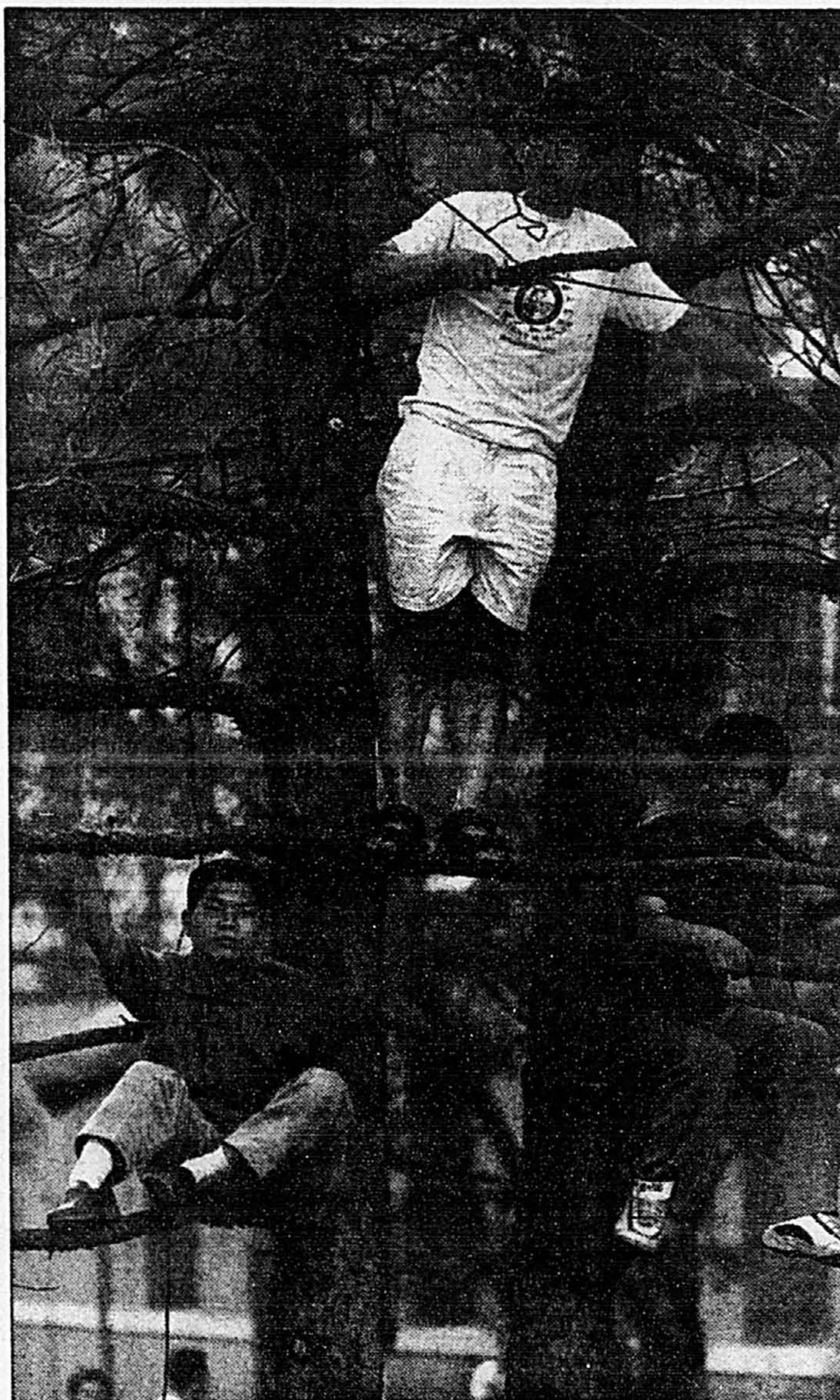
« Je pense que nous sommes dans la phase suivante des relations » bilatérales, a ainsi estimé l'assistante de M. Clinton pour les affaires asiatiques, Sandy Kristoff, à laquelle on demandait si les États-Unis avaient accepté d'entrer dans la période de l'après Tiananmen.

La dernière journée de l'étape pékinoise de la tournée de M. Clinton a aussi donné lieu à la signature d'une série de contrats commerciaux d'une valeur totale d'environ 2 milliards de dollars, dont le principal a été la commande par la Chine de 27 appareils au constructeur aéronautique américain Boeing.

Se produisant au surlendemain de la retransmission de la conférence de presse Clinton-Jiang, qui avait donné lieu à un débat historique sur le sujet tabou que constitue la tuerie de Tiananmen, la décision de Pékin de diffuser le discours de Beida (le surnom de l'université) est apparue à la Maison-Blanche comme révélatrice des intentions réformistes de M. Jiang.

« Cela démontre une plus grande volonté des autorités chinoises d'ouvrir leur société au débat politique », a commenté le porte-parole de la Maison-Blanche, Michael McCurry.

Mais l'interpellation de Wang Youcai est vite venue rappeler Washington aux réalités concrètes de la Chine.



Certains étudiants de l'Université de Pékin ont grimpé dans un arbre pour mieux voir le président Clinton.

Le Tibet veut bien discuter

d'après AFP
NEW DELHI

Le gouvernement tibétain en exil s'est déclaré prêt hier à des pourparlers inconditionnels avec Pékin en rappelant qu'il ne réclamait plus l'indépendance du Tibet depuis déjà dix ans.

Dans un communiqué rendu public à Dharamsala (nord de l'Inde), où il est basé, le gouvernement en exil a également salué les déclarations du président américain Bill Clinton qui a appelé Pékin à ouvrir le dialogue avec le Dalaï Lama, lors de son sommet avec le président chinois Jiang Zemin.

« Comme l'a précisément souligné le président Clinton, nous pensons que la question du Tibet est fondamentalement politique et non de nature religieuse », a ajouté le communiqué.

Le communiqué rappelle que le Dalaï Lama a déjà proposé à de nombreuses reprises des « négociations inconditionnelles » afin de trouver une solution pacifique et mutuellement acceptable au problème tibétain et qu'il ne réclamait plus l'indépendance du Tibet depuis 1988.

Le Dalaï Lama « estime que nous ne devons pas être encombrés par le passé. Ce qui compte c'est l'avenir, à propos duquel il a déclaré sans aucune ambiguïté possible qu'il ne recherchait pas l'indépendance », poursuit le gouvernement en exil, formulant l'espoir que « le président Jiang Zemin donnera une réponse positive à cette solution ».

Samedi, le président Zemin avait déclaré que Pékin avait ouvert « plusieurs canaux de communication » avec le Dalaï Lama. Le président chinois avait ajouté que « la porte du dialogue et de la négociation » était ouverte avec le Dalaï Lama.

Un porte-parole chinois avait cependant réduit la portée des propos du président Jiang Zemin en affirmant que le dialogue était « impossible » avec le Dalaï Lama car ce dernier persistait selon Pékin à vouloir l'indépendance du Tibet.

Activités familiales, spectacles variés et feux d'artifice à tous les jours.

GRATUITS

Au Vieux-Port de Montréal
27 juin au 1^{er} juillet 1998

BONNE FÊTE DU CANADA À TOUS!

AFFICHEZ VOTRE SOURIRE!

La Fête du Canada Canada Day

Programmation

Le mardi 30 juin 1998

- 12h15 Spectacle Autour de l'Île
- 13h30 High Cue (musique rap)
- 14h15 Omorpho's Attic (musique d'Écosse)
- 15h00 Yoro-Sou (musiques et danses d'Afrique)
- 16h00 Duo de guitares classiques (musique sud-américaine)
- 16h45 Irène Stamous, Josée Nava, Dominique Porte (danse contemporaine)
- 17h30 Beatoven (musique pop-rock)
- 18h00 Serge Kassy (musique reggae)
- WAZOO, MOLD « punk pop »
- 18h00 Spectacle Autour de l'Île
- 18h30 UMOJA Gospel Choir (chorale)

Grand spectacle de soirée

- 20h00 Orchestre Métropolitain avec Marc-André Gauthier, Natalie Choquette, Quartetto Gelato, Geneviève Nadeau, Holly Cole

Le mercredi 1^{er} juillet

- 13h00 Spectacle Autour de l'Île
- 13h30 UMOJA Gospel Choir (chorale)
- 14h15 Montreal Highland Dancing Association
- 15h00 Troupe de danse Orpheas (danse helléniques)
- 15h30 Spectacle de la troupe d'honneur (GRC) Défilé avec les enfants et les familles
- 16h00 Wen Yu Yao (musique de Chine)
- 16h30 Spectacle de la troupe d'honneur (GRC)
- 16h45 Lina Malenfant (soló de danse contemporaine) Ballet Jazz de Montréal Art-tisse
- 17h00 Soirée « hip-hop » avec divers groupes
- 17h30 Jesseze Rai (musique tzigane et klezmer au dixie)
- 18h00 Spectacle Autour de l'Île
- 18h30 Dawn Sierra (quatuor de jazz)

Grand spectacle de soirée

- 19h30 La Gamic, Nancy Dumais, Gowan & String Quartet, Jann Arden, Bruno Pelletier
- Grands feux d'artifice**

Cyberpresse

LUNDI

Courrier

MARDI

Silicon Valley

MERCREDI

Internet

JEUDI

Logiciels

VENDREDI

Technologie

De Silicon Valley à Montréal



Martyne Pagé

collaboration spéciale

Je vous ai entretenus au cours des dix derniers mois de la faune colorée qui peuple Silicon Valley, des forces de cette région qui font l'envie de bien des métropoles aux aspirations high tech et de ses contradictions qui empêchent que trop de gens viennent s'y installer.

La région de la baie de San Francisco laisse peu de touristes indifférents et marque encore plus profondément ceux qui y vivent.

Pour les travailleurs des nouvelles technologies, elle offre une chance incomparable de faire valoir ses talents ainsi que la chance d'apprendre aux côtés de ceux qui traquent l'avenir du milieu high tech.

Au cours de ces dix derniers mois, vous avez été nombreux à m'écrire pour me dire que vous m'enviez de vivre et de travailler dans un tel endroit. Certains d'entre vous serez donc sûrement surpris d'apprendre qu'après huit ans en terre américaine, j'ai décidé de revenir tâter le terrain québécois.

Je suis donc de retour au Québec depuis quelques jours, un peu désorientée en ce milieu si familier et si nouveau à la fois.

Je n'ai jamais vécu à Montréal même et après San Francisco, je suis contente de voir que la métropole est toute aussi cosmopolite et pleine de vie. Les transports en commun y sont d'un niveau nettement supérieur à la Californie et la courtoisie des gens dans les commerces et services me rappelle celle des San Franciscains : relaxes, souriants, conscients du fait qu'un sourire peut ensoleiller toute une journée.

Je me retrouve dans une étrange situation, familière avec la langue et les traditions du Québec, puisque je viens d'ici mais aussi déphasée et un peu maladroite: je mets encore du temps à m'habituer aux pièces de deux dollars, je ne sais plus qui je dois vouvoyer ou tutoyer et je ne connais ni les comédiens ni les chansons en vogue. Je

me sens quelques fois comme une extraterrestre à qui l'on aurait donné le parfait costume et l'accent pour se mêler à la foule québécoise mais qui devrait néanmoins s'ajuster à chaque rencontre, si simple soit-elle, au restaurant ou dans le métro, afin de ne pas trop détonner dans le décor.

Pourquoi donc se soumettre à ce minichoc culturel et quitter un lieu tel que la Vallée, que l'on décrit souvent comme l'endroit où il faut être quand on travaille dans les nouvelles technologies?

Il n'y a jamais qu'une seule raison qui entre en ligne de compte quand on prend une décision de cette envergure et quoi qu'on en dise, les raisons personnelles ont tendance à primer sur les motivations strictement d'ordre professionnel.

Outre le fait que la qualité de vie (ou plutôt son manque) me pesait à San Francisco, c'est tout de même des raisons de carrière qui m'ont poussée à prendre une décision finale. Une offre d'emploi taillée sur mesure (par Radio-Canada) qui

m'a donné envie d'y regarder de plus près. Une équipe de travail du tonnerre (celle de l'émission *Branche* à la télévision) à laquelle j'ai eu envie de me joindre. Un beau défi (celui de la responsabilité de tout un site Web) que j'ai accepté de relever. Et puis une ville que je connais mal (Montréal) dont l'industrie du multimédia se fait de plus en plus forte et qui a des chances de se tailler une place de choix au palmarès des métropoles high tech du monde.

Je n'ai pas tant choisi de quitter la Vallée que d'essayer Montréal.

Il ne faut pas oublier bien sûr le simple besoin de changement, bougeotte géographique qui représente un style de vie pour la plupart des gens qui choisissent de vivre à San Francisco. Qui sait, peut-être les immigrés qui peuplent cette ville cherchent-ils par leur mouvance à recréer ainsi un semblant de changement de saisons puisque celles-ci sont si peu marquées en Californie?

C'est pour ces raisons, et pour bien d'autres encore, que je suis revenue pour une période d'essai prolongée. Je n'ai pas tant choisi

de quitter la Vallée que d'essayer Montréal pendant un moment.

Des regrets alors? Un seul, celui que mon choix entraîne, le fait de ne plus pouvoir vous entretenir régulièrement d'une région à laquelle je reste profondément attachée.

Depuis que je rédige cette chronique, plusieurs d'entre vous ont fait le grand saut vers la Vallée. À ceux qui choisissent de partir et d'aller voir ailleurs je souhaite une expérience aussi enrichissante et exaltante que la mienne. Même si ce n'est que pour mieux revenir, avec les yeux plus grands et un regard nouveau sur votre quotidien.

«The grass is always greener on the other side», disent souvent les Américains pour décrire cette tendance à exagérer les charmes d'un endroit où l'on ne vit pas. Reste à voir comment je trouverai le gazon québécois lorsqu'il ne sera plus très vert... en plein hiver!

D'ici là, bon été à tous.

On peut joindre l'auteur à: martyne@hotmail.com

C'est avec cette chronique de Martyne Pagé que prend fin la saison de la Cyberpresse. Les lecteurs retrouveront leurs chroniques sur les nouvelles technologies en août. LA DIRECTION

Filez libre!
BERLINE ACCORD 1998



278\$* c'est magique!
par mois, location 48 mois

0\$ COMPTANT

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

GARANTIE 5 ANS • 100 000 KM

ou **4,8%**** SUR FINANCEMENT D'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS SUR TOUTES LES BERLINES ACCORD 4 CYLINDRES 1998 NEUVES.

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE.



*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Accord DX 1998 (modèle CF854W) neuve. La première mensualité et un dépôt de garantie de 325 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. **Programme de financement de H.C.F.I. à 4,8 % offert à l'achat de tout modèle berline Accord 4 cylindres 1998 neuf, pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Photo à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION.



1,50\$ par jour pour stopper la calvitie

MARC-ANDRÉ CÔTÉ

Finis les postiches et autres moumoutes. Les hommes atteints de calvitie pourront désormais, pour contrer la perte de leurs cheveux, recourir à un traitement sur ordonnance qui vient de recevoir l'homologation de Santé Canada.

Howard Bergman, un agent de sécurité de 42 ans, prend du Propecia depuis trois ans. Sans avoir la tête d'un Samson, M. Bergman s'est dit très satisfait des effets du traitement.

« J'ai été très impressionné par les effets dès le départ, j'ai trouvé le processus assez rapide. J'ai pu

voir une bonne repousse de cheveux après environ trois mois. On entend tellement de choses au sujet de ce genre de produit. Je ne m'attendais à rien parce ce sont souvent des attrape-nigauds. Mais dans ce cas-ci, les résultats ne font aucun doute », raconte M. Bergman, visiblement agacé de voir autant de gens s'intéresser à son cuir chevelu.

Ce médicament, unique en son genre, se présentant sous la forme d'un comprimé à prendre une fois par jour est un dérivé à concentration très faible de Finasteride, une substance qui sert à traiter les troubles de la prostate.

Les résultats d'essai clinique

d'une durée de deux ans et portant sur 1879 personnes souffrant de calvitie commune ont révélé que le Propecia avait interrompu la perte de cheveux chez 83 % des hommes et stimulé la pousse capillaire chez 66 % des sujets.

« Tous les hommes ne sont pas nécessairement de bons candidats pour ce traitement. Il faut qu'ils aient un minimum de cheveux pour que le traitement soit efficace. Il faut voir aussi pourquoi les gens veulent faire le traitement. Certains hommes en font une maladie et peut être que des cheveux de plus vont les aider à se sentir mieux. La perte de cheveux va atteindre à peu

près 70 % des hommes, c'est donc un problème très important qui affecte beaucoup de monde et de façon différente », explique le Dr Jacques Courville, dermatologue principal à l'Hôpital général de Montréal.

C'était le cas de Howard Bergman. « J'ai eu l'impression de me sentir vieux d'un seul coup lorsque j'ai perdu mes cheveux et maintenant, je me sens un peu mieux avec moi-même », affirme-t-il.

M. Bergman a dû pourtant payer un lourd prix pour retrouver sa chevelure. Pas monétaire puisque le traitement au Propecia ne coûte qu'environ 1,50 \$ par jour. C'est

plutôt sa libido qui a fait une chute marquée, comme environ 2 % des hommes testés. Quarante-vingt-dix-huit pour cent des sujets n'ont ressenti aucun effet secondaire.

« Ma femme a eu un petit congé, ricane-t-il. Ça n'a pas duré très longtemps mais pendant un certain temps, je n'avais plus beaucoup de désir. »

Très satisfait de sa nouvelle tête, M. Bergman prétend qu'il va continuer à prendre du Propecia même lorsqu'il devra déboursier de sa poche les frais pour se procurer sa petite pilule miracle à la fin de l'année, lorsque son contrat avec la compagnie pharmaceutique Merck-Frost aura pris fin.

L'endométriase, une maladie trop peu détectée liée à l'infertilité

SOPHIE BROUILLET

On connaît peu l'endométriase et, souvent, les femmes en sont atteintes depuis déjà sept ou huit ans lorsqu'elles passent un examen de détection. Une situation qui désole plusieurs spécialistes pour qui cette maladie réversible a un lien important avec l'infertilité féminine.

L'endométriase, qui fait depuis ce matin l'objet d'un congrès mondial à Québec, résulte du développement de la muqueuse utérine hors de son emplacement normal, par exemple derrière l'utérus ou sur les ovaires. Tandis que les cas sévères entraînent des douleurs importantes, notamment durant les relations sexuelles, les affections légères

(mais susceptibles de s'aggraver) passent souvent inaperçues.

Jusqu'à 10 % des femmes seraient atteintes d'endométriase, bien que toutes ne soient pas empêchées de procréer pour autant. « On n'est pas arrivé à établir un lien de cause à effet clair entre la maladie et l'infertilité », admet le directeur de la clinique Procrea Biosciences, le Dr Pierre Miron, soulignant cependant qu'entre 25 et 40 % des femmes infertiles souffrent d'endométriase.

Une étude récente dirigée par des scientifiques québécois, et qui a trouvé sa place en 1997 dans le *New England Journal of Medicine*, est venue appuyer l'hypothèse d'un rôle de l'endométriase dans l'infertilité. Dans

l'échantillon observé, les femmes ayant subi l'ablation des excroissances utérines devenaient enceintes dans une proportion plus forte que les femmes toujours aux prises avec l'endométriase. « Dans les cas les moins avancés, le taux de grossesses à la suite d'une ablation augmente de 4 %, ce qui n'est pas énorme, mais dans les cas sévères, la différence est de 33 % », résume l'un des auteurs de l'étude, le Dr Rodolphe Maheu, directeur du Département d'obstétrique et de gynécologie de l'Université Laval.

L'endométriase se traite de manière chirurgicale ou par la prise de médicaments, mais aucun remède connu actuellement n'empêche les récurrences, indique le Dr Miron. On recommande donc aux femmes at-

teintes qui désirent un ou des enfants de ne pas trop attendre pour concevoir. Un diagnostic précoce évitera les opérations successives et les solutions radicales, comme l'hystérectomie, que peuvent nécessiter les cas avancés.

Pour la première fois, un forum impliquant une trentaine de femmes atteintes ou l'ayant été précèdera le Congrès mondial sur l'endométriase. « Souvent, les médecins pensent avoir réponse à tout, mais les patients sont peut-être les mieux placés pour savoir de quoi ils ont besoin », explique le Dr Maheu.

Le Congrès sera aussi l'occasion de donner naissance à la Société internationale d'endométriase.

Fonds InvesNat Protégés

Faire
décoller
mon huard
sans perdre
une plume...

Qui aurait pensé?

Une seule banque vous offre des
Fonds Protégés à 100%

La famille des Fonds InvesNat Protégés¹, exclusive à Placements Banque Nationale inc., vous permet de bénéficier du potentiel de croissance à long terme des marchés financiers, tout en garantissant le capital investi à 100%. De plus, la garantie offerte peut être révisée de façon à protéger aussi la croissance du capital.

¹Disponibles au Québec et au Nouveau-Brunswick seulement.

Cinq bonnes raisons d'investir.

- Capital 100% protégé à l'échéance ou au décès
- Possibilité de garantir la croissance du capital
- Aucuns frais d'achat, de vente ou de transfert
- Admissibles à 100% au REER
- Admissibles au programme d'épargne périodique à partir de 25 \$

**« Concours InvesNat »
Multipliez vos huards par deux!**

Cinq personnes qui auront investi dans des Fonds InvesNat avant le 30 septembre 1998, verront leur mise doubler, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par personne.¹¹ Tirage le 15 octobre 1998. Bonne chance!

¹¹ Excluant tous les Fonds de marché monétaire. Détails dans les succursales de la Banque Nationale. Certaines restrictions s'appliquent.

Aujourd'hui, j'InvesNat!

Pour investir ou pour en savoir plus sur les Fonds InvesNat ou InvesNat Protégés, communiquez avec votre succursale de la Banque Nationale ou composez le

1 888 TELNAT-1

il faut penser autrement

**PLACEMENTS
BANQUE NATIONALE INC.**

**CAPITAL
100%
PROTÉGÉ**

FCPE

*Placements Banque Nationale inc., gérant et placeur principal des Fonds communs de placement InvesNat et InvesNat Protégés, est une filiale à part entière de la Banque Nationale du Canada. Les Fonds InvesNat Protégés bénéficient d'une garantie de remboursement disponible au décès et à la date d'échéance correspondant à 100% du capital investi. Cette garantie est disponible en autant que le porteur des parts détienne son investissement pour une période de dix ans. Assurance-vie Banque Nationale. Compagnie d'assurance-vie est le seul émetteur du contrat d'assurance garantissant le remboursement du capital. Des informations importantes sur les Fonds InvesNat et InvesNat Protégés figurent dans le prospectus simplifié qui est disponible dans toutes les succursales de la Banque Nationale du Canada ou du Trust Général du Canada (au Québec seulement). Il est important de le lire avant d'investir. Les rendements, les revenus de placement et les valeurs liquidatives des parts de Fonds fluctuent.

Votre maison devient mobile.

*UniContact^{MC} : un seul numéro
pour la maison et le cellulaire.*

Avec le tout nouveau service UniContact^{MC} Bell, vous avez le même numéro de téléphone, la même facture, la même messagerie vocale et le même plan d'économie de l'interurbain pour le cellulaire et pour la maison. Ainsi, vous restez accessible lors de tous vos déplacements. Pour en savoir davantage, passez à un magasin *Téleboutique^{MC} Bell*, composez le 1 877 UN NUMÉRO (866-8637) ou visitez notre site Internet au www.bell.ca/unicontact

Le service UniContact est offert là où la technologie le permet, aux abonnés qui possèdent une monoligne résidentielle et/ou d'affaires. Certaines conditions s'appliquent.



Communiquez comme personne